

## Séance consacrée au vote du budget 2010 du Conseil général Jeudi 8 avril 2010

Intervention de  
**Stéphane Troussel**  
*Président du groupe Socialiste et Gauche Citoyenne*  
*Vice-président du Conseil général*  
*Conseiller général de La Courneuve*

8 4 2010

M. le président,  
Mes chers collègues,  
Mesdames, Messieurs,

Nous voici donc aujourd'hui arrivés au terme – peut-être provisoire - d'un long processus de préparation budgétaire qui doit mener à l'adoption de notre budget primitif pour 2010.

Je voudrais commencer, avant de répondre à nos collègues de l'opposition et d'expliquer le sens du vote du Groupe des Elus Socialistes et Gauche citoyenne, je voudrais à mon tour remercier ici l'administration départementale pour l'ensemble des données transmises, l'ensemble des bilans et projets d'activités réalisés. Cela représente un travail considérable. Dans un moment si difficile, il est un élément déterminant pour nombre de nos concitoyens. Je veux saluer l'engagement des personnels départementaux à tous les niveaux, leur disponibilité, leur solidité, pour démontrer grâce aux efforts qu'ils réalisent chaque jour que le Département est à la fois l'un des remparts les plus solides face à la crise et un acteur indispensable pour préparer l'avenir de notre territoire. Qu'ils soient ici tous collectivement et chacun individuellement remerciés.

Depuis des semaines, nous rivalisons – les uns et les autres - de formules et d'initiatives pour dire combien le contexte dans lequel nous sommes c'est celui du défi d'un budget impossible pour le conseil général de Seine Saint-Denis en 2010.

Interpellations des membres du gouvernement par le président du conseil général, initiatives parlementaires, procédures judiciaires de notre institution, initiatives médiatiques de nos collègues du groupe communiste qui avaient quant à eux choisi le mode humoristique, tribunes, interventions publiques de plusieurs élus de notre groupe,...nous avons multiplié les alertes, les mises en garde...et que recevons-nous pour seules réponses du gouvernement et de ses relais départementaux : la menace de mise sous tutelle du département et la demande pitoyable de démission du président du Conseil général.

Face à la situation budgétaire faite à l'ensemble des départements et au budget présenté en déséquilibre par la majorité départementale de Seine Saint-Denis, croyez-vous vraiment que ces réactions soient la hauteur des enjeux ? A plusieurs reprises, nous vous avons appelé à mener avec nous - chacun conservant ce qui est au coeur de son engagement politique personnel – les interventions nécessaires pour agir au-delà de nos contingences politiques. Et finalement, vous n'avez rien trouvé d'autres que de réclamer la démission du président Claude Bartolone : en agissant ainsi, vous privilégiez votre soutien au gouvernement plutôt que celui aux habitants de notre département !

Vous vous exonérez à bon compte de vos responsabilités et des propositions que vous devriez formuler pour parvenir à l'équilibre budgétaire. C'est pourtant la Droite et ses parlementaires qui ont voté les transferts depuis 2002 (APA, RSA, TOS, PCH, Routes,.....), la suppression de la Taxe Professionnelle, la réforme territoriale,...

Lors du Débat d'Orientations Budgétaires, Monsieur Chaussat que j'avais interrogé sur vos propositions budgétaires nous avait promis qu'elles viendraient lors du vote du Budget Primitif. Quelles sont elles aujourd'hui ? Une nouvelle fois aucune. Peut-être cela viendra-t-il dans nos prochaines réunions de commission permanente si vous vous décidez à voter contre les délibérations que nous présenterons pour concrétiser et individualiser nos propositions budgétaires ? Jusqu'à présent, vous les votez pourtant en quasi-totalité. C'est donc finalement que les politiques publiques départementales que nous mettons en oeuvre dans vos villes et vos cantons ne sont pas si mauvaises que cela.

Il faut dire que donner des leçons de bonne gestion et d'équilibre des finances publiques quand, comme vous, mesdames messieurs de l'opposition, vous soutenez un gouvernement et une majorité parlementaire qui depuis 8 ans ont augmenté le déficit budgétaire et la dette de l'Etat dans des proportions jamais atteintes, cela prêterait à sourire si l'heure n'était pas si grave. Avec un déficit budgétaire de l'Etat près de 3 fois supérieur à ce fameux critère de Maastricht que nous sommes certains d'ailleurs à contester, vous et vos amis êtes mal placés pour décerner des brevets d'orthodoxie budgétaire.

Mais il faut dire que pour maintenir le bouclier fiscal, rien n'est trop beau. 585 millions d'euros pour 16 350 contribuables. Chacun d'eux se voit restituer la somme rondelette de 35 814 euros en moyenne. Alors, comme je suis un esprit simple et finalement généreux, je n'ai pas pu m'empêcher de calculer combien il resterait à ces malheureux contribuables si sur ces 585 millions d'euros, l'Etat en prélevait 75 pour la Seine Saint-Denis. Il en resterait 510 millions d'euros soit encore un peu plus de 31 100 euros pour chacun de ces 16 350 amis du président de la République.

Certains de vos amis de l'UMP ont eu plus du courage. Ils ont réclamé l'abandon de ce bouclier fiscal, insolent en période de crise et de difficultés. Certains ont tenté de réclamer au moins sa suspension pendant cette période. Mais le président a tranché : tenez bon, ne lâchez rien ! A l'inverse de Robin des Bois, le président de la République prélève aux pauvres pour donner aux riches. Il vous le dit : c'est un marqueur de la politique gouvernementale. Le président de la République veut des ruptures, elles iront, s'il le faut, jusqu'au pacte républicain, à la cohésion sociale et au consensus national sur la décentralisation. Il vous faudra donc assumer mesdames, messieurs de l'opposition.

Des élus de Droite ont donc bien du courage pour mener la bataille frontale qu'engagent les Départements dans leur diversité politique: Messieurs Namy (Président du Conseil Général de la Meuse) et Roche (Président du Conseil Général de Haute-Loire), tous deux UMP, se sont associés à la procédure engagée contre l'Etat pour contester la mise en oeuvre de la décentralisation. Monsieur Leroy (Président du Conseil Général de Loir-et-Cher) et président du groupe Nouveau Centre de l'Assemblée Nationale, qui menace « *Je suis cette année parvenu à l'équilibre mais c'est sans doute la dernière fois* ». Le premier ministre François Fillon lui-même fait finalement preuve d'audace en confiant une mission de diagnostic et de propositions sur les finances des départements fragilisés, à Pierre Jamet, directeur général des services du département du Rhône.

Il y a même la plus haute juridiction administrative de notre pays - le Conseil d'Etat - qui a donné raison aux départements dans le bras de fer qui les oppose au gouvernement sur les transferts de financement liés à la protection de l'enfance.

Dans ce contexte, et après la déroute électorale des régionales, on aurait donc pu penser que Monsieur Toro, aurait plaidé la cause de notre département plutôt que de se contenter de relayer la petite musique gouvernementale.

Le gouvernement et ses relais départementaux veulent donc l'épreuve de force. Il faut donc parler et agir plus fort. Nous y sommes prêts, car nous n'avons pas l'intention de renoncer à

notre ambition pour la Seine Saint-Denis sans livrer bataille. Nous n'avons pas l'intention de faire le sale boulot à la place du gouvernement.

Pour une raison simple, au fond : notre pays, depuis plus de deux siècles, a la passion de l'Egalité et a la faiblesse de penser qu'il a un message universel à porter pour le monde. Et bien, je vous le dis, nous avons la faiblesse de penser que la Seine Saint-Denis a un message à porter pour le pays tout entier. Nous avons la faiblesse de penser que c'est ici que tout se joue pour la République, que c'est ici qu'elle doit montrer qu'elle est capable de tenir sa promesse d'égalité, que nos quartiers populaires et ses habitants ne sont pas un problème pour le pays mais une partie de la solution aux problèmes du pays.

Alors, comme chacun d'entre nous, les 40 conseillers généraux, je pourrais, nous pourrions faire la liste des projets pour lequel nous avons besoin de l'engagement du conseil général, cette année ou les prochaines. Le Conseiller général de La Courneuve que je suis et les habitants ont besoin pour les années qui viennent que le Conseil général poursuive ses engagements, développe ses efforts en faveur des collèges, des crèches, des routes, de la prévention spécialisée, de l'habitat, des logements,...à tout cela faudrait-il renoncer ? Pour ma part, pour notre part, il n'en est pas question.

Vous faites mine, mesdames, messieurs de l'opposition, d'être surpris depuis quelques jours mais nous avons lors du Débat d'Orientations Budgétaires, clairement annoncé la couleur, clairement montré notre détermination. J'avais en ce qui me concerne indiqué que "*nous ferions tout pour que le message soit entendu*". Parce que finalement, ce qui arrive à la Seine Saint-Denis cette année, avec ses caractéristiques financières aggravantes, c'est ce qui menace 20 autres départements dès cette année. C'est ce qui menace 60 départements l'an prochain. Notre combat est donc exemplaire.

Alors, oui, nous faisons le choix par cet acte exceptionnel, extra-ordinaire pour un département, et pour un montant considérable, nous faisons le choix de poursuivre le combat après le vote solennel de ce Budget, de ne pas nous résigner quelqu'en soient les conséquences politiques, médiatiques,...et en même temps, nous choisissons d'assumer nos responsabilités pour ne pas laisser à d'autres les mains libres sur le budget de la Seine Saint-Denis parce que nous voulons préserver l'essentiel pour les habitants de notre département.

Assumer nos responsabilités, c'est donc d'abord de continuer d'exiger de l'Etat ce qu'il nous doit. Et il faut le dire, oui, il y a eu un débat sur le montant que nous exigeons pour cette année. C'est 640 que l'Etat nous doit depuis 2004, c'est 177 que l'Etat nous doit en 2010. Mais nous avons essayé d'adopter un point de vue raisonnable, responsable, en exigeant 75 comme l'a indiqué le Président Bartolone. Pour cela, nous allons poursuivre les initiatives, les rencontres pour obtenir une dotation exceptionnelle qui prenne en compte les transferts de charge non compensés et les spécificités notamment sociales de notre département. Nous sommes encouragés à développer les initiatives sur le plan juridique tant notre démarche est suivie par d'autres départements.

Assumer nos responsabilités, c'est refuser la fuite en avant budgétaire, c'est continuer de passer en revue l'ensemble de nos actions et de nos pratiques pour maîtriser nos dépenses de fonctionnement. Nous assumons donc l'orientation qui consiste à maîtriser de manière rigoureuse les dépenses de fonctionnement. Et il faut être clair, ce budget et les suppressions ou réductions d'activités qu'il prévoit n'est pas celui que nous aurions collectivement voulu vous présenter. Personne ne peut affirmer que les actions réduites ou supprimées ne sont pas utiles pour notre département. Mais personne ne pourra affirmer que des mesures rigoureuses, douloureuses n'ont pas été prises.

Assumer nos responsabilités, c'est aussi maîtriser notre endettement. Là c'est un choix, il

eut été possible d'en faire un autre. Chacun connaît ici l'importance de notre dette et sa structure pour comprendre que ce n'est pas de ce côté ci que des marges de manoeuvre conséquentes existent, si nous ne voulons pas hypothéquer l'avenir.

Assumer nos responsabilités, c'est ajuster strictement nos investissements à notre capacité à faire et aux échéances indispensables aux projets structurants pour notre département. C'est donc de ne pas entamer nos potentialités pour l'avenir.

Lors du Débat d'Orientations Budgétaires, je citais Jean Jaurès. Cette fois, je veux finir par Georges Clémenceau qui disait "*Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire*". La proposition budgétaire inédite, exceptionnelle que vous avez formulée monsieur le président et qui je crois est un outil puissant de rassemblement pour la majorité départementale et de mobilisation pour l'ensemble des forces vives de ce département, est courageuse. Les échos médiatiques qu'elle reçoit, le soutien que lui apportent de très nombreux départements - de toutes les couleurs politiques - montrent à quel point vous avez, nous avons, visé juste. Les élus socialistes et de la gauche citoyenne seront donc à vos côtés pour amplifier la bataille engagée.